

Résolution sur la situation au Bélarus après les élections présidentielles du 19 mars 2006

2006/2546(RSP) - 06/04/2006 - Texte adopté du Parlement, sujets d'actualité

Le Parlement européen a adopté une résolution dans laquelle il condamne fermement les élections présidentielles qui se sont déroulées au Belarus et estime que le régime de M. Loukachenko est dépourvu de toute légitimité démocratique. Pour le Parlement, ce régime perpétue la dernière dictature existant en Europe et un président qu'il considère comme illégitime. Il appelle de ses vœux de nouvelles élections présidentielles.

Le Parlement exprime sa pleine solidarité avec Alexandre Milinkievitch et les Forces démocratiques unies, ainsi qu'avec Alexandre Kozouline et tous les citoyens du Belarus qui luttent pour un Belarus indépendant, ouvert et démocratique, fondé sur l'État de droit.

Saluant les manifestations de masse qui se sont opposées au caractère non démocratique de ce simulacre d'élections, le Parlement condamne fermement la violence et les arrestations arbitraires pratiquées par le régime du Belarus et invite tant la Commission que le Conseil à renforcer leur soutien au peuple biélorusse. Il exige du gouvernement du Belarus qu'il cesse de maltraiter les prisonniers politiques et qu'il rende public le nom de toutes les personnes arrêtées afin qu'elles soient dûment jugées. Le Parlement condamne également les autorités biélorusses pour leur refus d'autoriser certains journalistes étrangers à entrer dans le pays ainsi que les délégations du Parlement et des États membres en vue d'observer les élections.

Se félicitant de la décision du Conseil d'ajouter le président Loukachenko à la liste de personnes signalées aux fins de leur non-admission, le Parlement invite la Commission et le Conseil à œuvrer pour obtenir le gel des avoirs des autorités du Belarus à l'étranger et du président Loukachenko tout particulièrement.. Il invite également le Conseil à élaborer des propositions visant à isoler encore davantage le gouvernement du Belarus et qu'il prenne des sanctions n'affectant que les responsables de l'oppression.

Toute aide extérieure officielle de l'Union à l'égard du Belarus devrait être réévaluée et remplacée par des propositions visant favoriser la démocratie, l'état de droit et les droits de l'homme. De même, un régime assoupli d'octroi des visas destinés à la société civile du Belarus devrait être envisagé.

Parallèlement, le Parlement se dit consterné des réactions positives du Président Poutine à la conduite de l'élection présidentielle au Belarus. Il juge l'attitude du Président russe irresponsable et demande aux États membres d'inscrire la situation actuelle au Belarus à l'ordre du jour du prochain Sommet UE-Russie.

Enfin le Parlement invite les Nations unies, le Conseil de l'Europe et les États membres à instituer une commission internationale d'enquête sur la disparition de Iouri Zakharenko, Viktor Gontchar, Anatoli Krasovski et Dmitri Zavadski.